

PARTAGE TON REX

REGION PAYS DE LA LOIRE

MARCHÉ

**La construction du lycée polyvalent de
St-Philbert-de-Grand-Lieu (44):**
exemplarité environnementale et fort
engagement social



**2023 -
2025**





QUELLE DÉMARCHE ALLEZ-VOUS NOUS PRÉSENTER ?

Le marché relatif à la construction du lycée polyvalent de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, et plus particulièrement la manière dont nous avons intégré une démarche d'achat public responsable au cœur de l'opération.

La Région Pays de la Loire s'engage depuis plusieurs années dans une politique de construction de **lycées exemplaires**. Le projet de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu illustre parfaitement cette démarche, en s'appuyant sur l'expérience réussie des lycées d'Aizenay, de Saint-Gilles-Croix-de-Vie, de Nort-sur-Erdre et du Pont-Château (lycée Alice MILLAT).

Cette opération transforme un besoin classique en véritable **levier d'impact territorial**, alliant performance environnementale, sociale et qualité architecturale.



CONTEXTE DU PROJET

Quelques caractéristiques du lycée :

- Capacité d'accueil : 1 200 lycéens et étudiants, extensible à 1 500
- Surface : Bâtiment R+3 avec conception bioclimatique
- Équipements : Parvis public, stationnements, plateforme cars (13 cars), équipements sportifs, cheminements doux
- Budget : Opération d'envergure avec 26 lots de travaux

Cette politique de construction durable s'inscrit dans le SPASER régional à travers l'objectif 4 et l'axe 3 :

Objectif 4 – Enjeux environnementaux dans les travaux

L'opération répond à l'objectif de renforcer la performance environnementale des chantiers, à travers :

- L'intégration d'une démarche QEB (qualité environnementale des bâtiments) pour les opérations neuves ou restructurantes
- Le développement d'une approche bas carbone (matériaux biosourcés, recyclés, réemploi)
- La conception d'un bâti sobre et énergétiquement performant



Axe 3 – Un achat public au service de l'inclusion

Le marché contribue également à l'Axe 3 du SSPASER, qui vise à faire de l'achat public un levier d'insertion et d'égalité des chances :

- Mobilisation de clauses sociales
- Recours possible à l'ESS
- Création d'opportunités d'emploi pour les publics éloignés
- Soutien aux TPE/PME locales



OBJECTIFS VISES

À partir de ces éléments, nous avons défini des objectifs SMART :

- Spécifiques : Intégrer des clauses environnementales et sociales dans le marché de travaux du lycée
- Mesurables :
 - 2700 heures d'insertion sur la partie MOE
 - 27 000 heures d'insertion minimum programmées réparties sur 23 lots de travaux
 - Label BBCA niveau 3 "Excellent" pour la performance carbone
 - 100% électrique avec structure bois et matériaux biosourcés
 - 16 000 m² de zones humides créées/restaurées en compensation
- Acceptables : Objectifs co-construits avec les services techniques, les entreprises et le facilitateur
- Réalistes : Adaptés aux capacités des opérateurs locaux et aux contraintes du chantier
- Temporellement définis : Objectifs suivis tout au long de la durée du marché, avec bilans intermédiaires





COMMENT AVEZ-VOUS PROCÉDÉ CONCRÈTEMENT ?

Ressources et outils mobilisés

Plusieurs outils et ressources ont été mobilisés :

En phase Conception du marché :

- Concours restreint de maîtrise d'œuvre avec 5 équipes
- Programme technique détaillé (PTD) intégrant les exigences environnementales et sociales
- Critères de jugement pondérés :
 - Adéquation au programme : 30%
 - Qualité architecturale : 20%
 - Qualité technique et environnementale : 20%
 - Compatibilité budgétaire : 30%

Intégration des clauses responsables :

- Clauses sociales (heures d'insertion, sous-traitance à l'ESS)
- Clauses environnementales (charte chantier vert, gestion des déchets, matériaux durables)
- Critère social d'insertion dans le jugement des offres pour 3 lots stratégiques (gros œuvre, charpente, plomberie) pondéré à 10%

Collaboration élargie :

- Pôle opération de construction du service commande publique
- Cheffe de projets clauses d'insertion
- Services techniques
- Acteurs locaux d'emploi : Mission Locale du Pays du Retz, France Travail, ETTI A2I (ERGOS)

Votre rôle :

- Piloter la démarche et assurer la cohérence entre les objectifs politiques, les besoins techniques et les contraintes opérationnelles
- Animer les échanges entre les différents acteurs
- Traduire les ambitions en clauses concrètes et contrôlables
- Suivre l'exécution et ajuster si nécessaire



Actions mises en place

Plusieurs actions ont été mises en place dans tout le processus :

Phase préparatoire :

- Réunion de cadrage avec les services internes
- Sourcing des entreprises locales et de l'ESS
- Intégration de critères environnementaux pondérés significativement

Phase exécution :

- Mise en place d'un suivi mensuel des heures d'insertion (suivi délégué à la facilitatrice clause sociale du Département de la Loire Atlantique)
- Organisation de visites de chantier pour les publics en insertion
- Suivi de la valorisation des déchets et des matériaux utilisés
- Application de la charte chantier vert (maîtrise des nuisances, gestion des déchets, préservation de la biodiversité)



DIFFICULTES RENCONTREES

- Différences de maturité entre entreprises sur les sujets environnementaux
- Contraintes techniques du chantier limitant certaines ambitions
- Nécessité d'accompagner les entreprises dans la compréhension des attentes
- Ajustements en cours d'exécution pour tenir compte des réalités du terrain
- 2 demandes déxonération partielle de la clause d'insertion:
lot 1 Gardiennage (-250H) et lot 23 Equipements cuisine (-240H)





QUELS RÉSULTATS AVEZ-VOUS OBTENUS ?

Des résultats exceptionnels en matière de **Performance sociale**

Maîtrise d'œuvre :

- 2 713 heures d'insertion réalisées (100,5% de l'objectif)
- 3 bénéficiaires dont 1 femme, tous niveau BAC+5
- 3 contrats signés : 1 CDI, 1 CDD 6 mois, 1 CTT

Travaux :

- 29 670 heures proposées par les entreprises (soit +2 670h supplémentaires par rapport à l'objectif initial), 29 688 heures ont finalement été réalisées à fin avril 2026, soit 100%
- 104 contrats de travail signés :
- 21 CDDI (Contrats de Durée Déterminée d'Insertion)
- 6 CDI temps complet
- 4 contrats d'apprentissage
- 3 contrats de professionnalisation
- 68 CTTI (Contrats de Travail Temporaire d'Insertion)

Profil des bénéficiaires (82 personnes) :

- 90,2% ont un niveau $\leq$ CAP/BEP
- 48% ont moins de 26 ans
- 4 femmes (4,3%) et 88 hommes (95,7%)
- Prescripteurs : 45% France Travail, 39% Mission Locale

Mais également en matière de **Performance environnementale**

Construction exemplaire :

- Label BBCA niveau 3 "Excellent" obtenu
- Structure bois avec isolants paille et chanvre (filières locales)
- Solutions circulaires : bois surcyclé, peinture de réemploi
- Innovation technique : système de ventilation double flux décentralisée générant 680 000€ d'économies

Compensations environnementales :

- 16 000 m² de zones humides créées/restaurées
- 22 000 m³ de remblais supprimés
- Préservation des corridors écologiques
- Charte chantier vert appliquée



et aussi un **Impact territorial important**

- Montée en compétence des entreprises locales sur les pratiques responsables
- Effet d'entraînement : démarche reprise sur d'autres marchés de la collectivité
- Amélioration de l'image du projet auprès des usagers, élus et partenaires
- Mobilisation forte des acteurs locaux d'emploi et d'insertion



QUE RETENEZ-VOUS DE CETTE EXPÉRIENCE ?

Les facteurs clés de succès sont multiples

- Intégration dès la conception des enjeux responsables
- Critère social dans le jugement des offres pour les lots stratégiques
- Accompagnement renforcé des entreprises et bénéficiaires
- Suivi rigoureux et adaptation en cours d'exécution
- Mobilisation de l'écosystème local d'emploi et d'insertion.

La démarche a renforcé la cohérence entre les ambitions politiques et la réalité opérationnelle, tout en créant de la valeur mesurable pour le territoire. Elle confirme qu'un achat responsable n'est pas un surcoût, mais un investissement utile, mesurable et reproductible.

Avec près de 30 000 heures d'insertion sur une seule opération de construction, ce projet constitue un record régional et une référence pour les futures opérations de construction de nouveaux lycées.



Retrouvez le témoignage vidéo de :

- Antoine GEFFROY, chargé d'opérations à la Direction du Patrimoine Immobilier
- Liliya GALIMOV, cheffe de projets clauses d'insertion
- Mücella ALTINDAG, cheffe de projets et pilote du SPASER



Et retrouvez le DCE en cliquant ici



resecô
Agir ensemble
pour une commande
publique durable

